

## **L'expérience oubliée; 1974-1975, la révolution des œillets:**

Au petit matin du 25 avril 1974, un pan de l'armée portugaise, sous le commandement des officiers du Mouvement des forces armées (MFA)(1), lance une opération destinée à renverser le gouvernement post-salazariste de Caetano.

Depuis treize ans, le régime fasciste portugais était empêtré dans une guerre dans les colonies africaines (Guiné-Bissau, Angola et Mozambique). Il paraissait incapable de se réformer (2). Les dépenses militaires représentaient une charge écrasante pour l'économie et pénalisaient la nécessaire modernisation de l'État. Menacés par quatre longues années de service militaire, beaucoup de jeunes prolétaires préféraient émigrer, fuir la pauvreté et l'uniforme. Pourtant, et en dépit de la forte répression policière, les luttes ouvrières n'avaient pas connu d'accalmie depuis le milieu des années soixante, et les secteurs capitalistes modernes aspiraient ouvertement à une transition vers un régime démocratique parlementaire. La guerre coloniale ne pouvait plus être gagnée et elle apparaissait aux yeux de la population comme un facteur d'immobilisme. Il fallait absolument tourner la page.

Une fois le putsch déclenché, le peuple de Lisbonne et de Porto descend en masse dans les rues, défiant les consignes militaires qui demandent à la population de rester chez elle à écouter la radio et à regarder les événements sur le petit écran. Partout, des petites villes jusqu'aux bourgades oubliées du pays profond, le rejet du régime honni s'accompagne d'une vague de contestation sociale qui n'avait pas été prévue par les comploteurs galonnés. C'est ainsi que deux ans d'intense agitation sociale et politique transformeront un coup d'État militaire en une «révolution des œillets» (3).

Dès les premiers jours, les militaires sont pris de court par la suite des événements. En particulier, l'exigence populaire de l'arrêt de l'envoi de nouvelles troupes en Afrique et le retour immédiat du contingent précipitent la recherche d'une solution politique à la question coloniale. Les manifestations pour la fin de la guerre se succèdent, des mutineries empêchent l'embarquement de troupes, alors qu'en Afrique les soldats se révoltent, déposent les armes et demandent à rentrer.

Deux mois plus tard, en juillet 1974, les chefs militaires parlent de la nécessité de transférer le pouvoir aux organisations nationalistes africaines qui mènent la lutte armée dans les colonies. Ce qui sera fait un an plus tard. La mobilisation populaire contre la guerre impose de fait la fin du colonialisme; fait historique marquant et irréversible de la révolution des œillets. Les concessions faites en toute hâte aux organisations nationalistes - expertes dans la guerre de guérilla mais pas préparées à assumer le nouveau pouvoir d'État post-colonial - ne furent que la réponse bourgeoise à cette accélération de l'histoire.

### **La gauche patriote contre les grèves**

Passés les premiers jours de fête de rue, l'agitation se déplace vers les lieux de travail. La fin de l'ancien régime signifie, avant tout, la possibilité de se réunir et de discuter librement: en un mot, la fin de la peur. Pour les exploités, l'arrogance patronale, la dureté des rapports de travail et les brimades du salariat étaient assimilés au fascisme. Des assemblées s'organisent et on tente les premières occupations. Inquiète, la junte militaire condamne les grèves, les réunions et les attaques faites à l'encontre de la hiérarchie dans les entreprises.

(1) Le MFA fut clandestinement créé en mars 1974, par des officiers de métier, opposés à la politique coloniale du régime. Il y avait dans le MFA diverses tendances, allant des officiers proches du Parti communiste et de l'extrême gauche aux officiers démocrates conservateurs.

(2) De 1926 à 1974, le Portugal a subi la plus longue dictature de l'époque moderne en Europe occidentale.

(3) Dès les premiers jours, le peuple met des œillets aux fusils des soldats insurgés. D'où l'expression reprise par les médias.

Une fois de plus, les consignes sont ignorées et le mouvement fait tâche d'huile. On réclame des augmentations de salaires, les congés payés, la réduction des horaires de travail et la fin du travail aux pièces. On chasse les mouchards, les petits chefs, les chefs du personnel, très souvent liés à l'ancienne police politique.

Le Parti communiste se positionne, lui, contre ces actions: «*Nous vivons en régime capitaliste et non en régime socialiste. Les entreprises ont des propriétaires. Ce n'est pas aux travailleurs de décider qui doit ou non y travailler*» (4) Parfois, les revendications sont peu précises et non négociables, signe que quelque chose de profond est en train de naître: un désir de changer la vie. L'agitation gagne la rue et les quartiers où l'occupation des logements vides se généralise, sous les regards des militaires complices de l'enthousiasme populaire.

Il n'en fallait pas tant pour que la bourgeoisie s'affole. Dans un premier temps, elle colle au pouvoir militaire et au premier gouvernement provisoire - à participation communiste et socialiste - qui fait des concessions, institue le salaire minimum afin de calmer la situation. Mais des patrons commencent à licencier et à fermer les entreprises. D'autres, liés à l'ancien régime, prennent la fuite.

### **La peur avait changé de camp**

Aussitôt, une nouvelle vague de grèves contre les licenciements gagne tous les secteurs, des services publics à la métallurgie. Lors des premières grèves, les militaires étaient intervenus comme médiateurs, s'étaient présentés comme alliés des travailleurs face aux patrons, tentant de désamorcer les conflits. La grève des postes, en juillet 1974, et surtout la grève de la compagnie aérienne TAP, en septembre 1974, marquent un tournant dans les rapports entre les travailleurs, les militaires et la gauche.

Pour la première fois après le 25 avril, les grévistes découvrent qu'il y a des limites à ne pas dépasser, ceux de l'intérêt général du système. En juin, l'armée démocratique tire sur les détenus des prisons de Lisbonne qui se sont mutinés pour demander une amnistie élargie et, quelques jours plus tard, les travailleurs au sol de la TAP sont soumis au règlement de discipline militaire. Les meneurs sont arrêtés et interrogés, les photos des manifestations sont saisies à fins d'identification et le quadrillage policier des bidonvilles remis au goût du jour. Des soldats qui refusent les ordres sont arrêtés.

Sans hésitation, le Parti communiste se place du côté du manche: «*En aucun pays, même ceux de vieille démocratie, on peut permettre des appels ouverts à la désertion et à l'agitation au sein de l'armée*» (5).

En août 1974, la loi élaborée par la gauche rétablit le droit de grève, tout en interdisant les grèves politiques. C'est le moment choisi par le Parti communiste pour lancer une féroce campagne antigrève: «*Non à l'anarchie économique*», «*Non à la grève pour la grève*», «*Non aux grèves irresponsables*». Et le chef communiste Cunhal de répéter: «*La grève générale mène au chaos*» (6). Conscient du vide laissé par l'effondrement des anciens syndicats fascistes, le Parti saisit l'occasion pour créer un nouveau syndicat unique (7): la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

### **Les coordinations**

L'affrontement avec les nouvelles forces de l'État, l'armée et les partis de gauche radicalise les luttes ouvrières. Les revendications deviennent politiques, critiquent explicitement l'idée de « l'intérêt général » que la gauche impose comme limite des luttes. L'ampleur de la contestation à l'ordre capitaliste déborde les murs des entreprises, casse les séparations entre les divers champs d'agitation. À ce moment précis, les staliniens portugais se montrent incapables d'enfermer la contestation dans les entreprises et la séparation entre lieux de travail et la société civile tend à disparaître.

(4) Déclaration d'un dirigeant du Parti communiste, 5 décembre 1974.

(5) Interview d'un dirigeant du Parti communiste, Expresso, 22 juin 1974.

(6) Alvaro Cunhal, 25 mai 1974.

(7) Par la suite, la CGTP s'est trouvée en concurrence avec un syndicat d'obéissance social-démocrate, l'Union générale des travailleurs (UGT).

Aux manipulations politiques, les travailleurs répondent avec l'auto-organisation et la démocratie de base. Le recours aux assemblées se généralise, on forme des commissions de travailleurs, dépassant les divisions corporatistes des nouveaux syndicats, composés de délégués élus et révocables. Le grand problème concret, immédiat, est celui de la coordination des divers organismes de lutte. Le pas fut franchi: deux coordinations sont créées. Celle de Lisbonne, la commission inter-entreprises, regroupe la gauche syndicale. Mais la volonté de quelques militants ne pouvait pas combler la passivité de la majorité des exploités. Ainsi, en avance sur les conditions du moment, ces formes d'organisation vont fonctionner contre le but d'autonomie recherché. Fortement influencées par les courants maoïstes et autres formations avant-gardistes, elles deviennent des arènes d'affrontements bureaucratiques, se vidant progressivement de la participation de la base ouvrière. Malgré le caractère «*arriéré*» du Portugal et son isolement, qui empêchèrent qu'un processus révolutionnaire puisse s'y développer jusqu'au bout, ces organisations autonomes restent tout de même l'expression de la radicalité du mouvement. Sa courte vie empêcha qu'elles puissent avoir une résonance internationale. Mais leur activité marqua définitivement les mois les plus chauds de la révolution des œillets.

Début 1975, la situation économique continue de se dégrader: les petites entreprises ferment, le grand capital privé national s'exile et les multinationales sont en attente. Le pays vit dans une atmosphère de contestation générale, alors que l'État est affaibli par l'existence de plusieurs centres de pouvoir.

Les travailleurs militants sont divisés. Les «*réalistes*», qui suivent les consignes des syndicats contrôlés par le Parti communiste, font face à ceux tentés par le radicalisme révolutionnaire, organisés dans quelques commissions de travailleurs. Le succès de la grande manifestation du 7 février 1975, à Lisbonne, organisée par la commission interentreprises, contre les licenciements et la répression capitaliste, la solidarité manifestée à son encontre par les soldats censés protéger le ministère du Travail communiste (contrôlé par les communistes) et l'ambassade américaine, montrent que ce courant accroît son influence. Plus que la présence des communistes dans l'appareil d'État, c'est désormais la radicalisation de l'agitation sociale qui inquiète la bourgeoisie ainsi que les politiques et militaires, garants des intérêts capitalistes du bloc occidental.

Le Parti communiste, de par sa capacité de contrôle et de répression du mouvement gréviste, s'était imposé dans les institutions. De son côté, le Parti socialiste n'a pas les moyens de peser sur l'affrontement social et se place sous la protection de la hiérarchie militaire. Avec la tentative de putsch de mars 1975, les courants conservateurs essayent de renverser la tendance du moment. Mais l'engagement populaire, la haine du fascisme sont tels que les droitiers sont balayés. Cet échec - et le conséquent renforcement des courants à gauche du Parti communiste - ouvre la deuxième phase de la révolution des œillets, avec la constitution d'un gouvernement proche des positions du Parti communiste.

### **Contre les collectivisations**

Jusqu'au début de 1975, le prolétariat agricole des latifundia de l'Alentejo - région située dans la moitié sud du pays - était resté dans l'attente, tout en manifestant son soutien politique au Parti communiste. Le premier gouvernement provisoire s'était d'ailleurs empressé de légaliser les premiers syndicats d'ouvriers agricoles.

Durant des siècles, ces ouvriers avaient survécu au moyen d'un système de travail saisonnier qui symbolisait pour eux l'exploitation et la misère capitalistes. En dépit des intentions affichées par les nouveaux dirigeants de prendre en compte la nécessité d'une réforme agraire, les grands propriétaires ne changèrent pas d'attitude. Comme d'habitude, les ouvriers agricoles se trouvèrent privés de travail l'hiver de 1974-1975. Dans un premier temps, le mécontentement s'exprima par des actions directes, incendies de récoltes et de biens appartenant aux latifundistes, de grands propriétaires sont la cible d'attentats. Début 1975, les premières occupations de propriétés se font spontanément, en dehors de toute initiative du Parti communiste et de ses cadres syndicaux. Mais les ouvriers agricoles ne manquent pas de faire appel à l'armée pour cautionner leurs actions.

Deux événements politiques - traduisant un changement dans les rapports de force sociaux - vont accélérer le mouvement d'occupation des propriétés: le succès de la manifestation d'extrême gauche

ouvrière à Lisbonne en février 1975, et le mois suivant l'échec du putsch conservateur. Pendant les premiers six mois de cette année, le mouvement d'occupation s'étend à toute la moitié sud du pays, à l'exception de l'Algarve, région de petites propriétés. Si la lutte du prolétariat rural ne prend pas une forme explicitement politique, de contestation anticapitaliste, son but est clairement de renverser les conditions de propriété existantes. Pour se donner les moyens de vivre, ils exproprient les latifundia. Les occupants ne partagent pas les terres en lopins privés, mais ils organisent collectivement le travail et la production. Ici et là des coopératives se créent mais, de manière générale, la nouvelle forme de propriété qui se met en place reste floue.

Ce n'est qu'au cours de l'été de 1975 que les syndicats agricoles et le Parti communiste vont réellement reprendre le contrôle du mouvement. En juillet, le pouvoir politique intervient pour lui donner un cadre légal. La loi de l'expropriation des terres transforme le mouvement d'occupation et de gestion collective des terres en réforme agraire. L'esprit collectiviste des ouvriers agricoles, lesquels n'avaient pas partagé les latifundia, facilite la tâche de l'État. À partir de ce moment, le Parti communiste et les militaires répriment les «*occupations sauvages, opportunistes et même anti-révolutionnaires*». Car sur l'ensemble des propriétés déjà occupées, un bon quart se trouve en dehors du champ d'application de la nouvelle loi... Pour le Parti communiste, la réforme agraire a toujours été conçue comme une action de l'État. Dans cette optique, la nationalisation des latifundia est la réponse de ce dernier à la collectivisation spontanée de la propriété privée par les ouvriers agricoles.

Qui plus est, pour le Parti communiste, la réforme agraire est un point essentiel du projet de socialisme d'État, dont le but est la réorganisation de la production agricole et l'augmentation de la productivité. Les propriétés occupées, coopératives ou collectifs de production, deviennent des Unités collectives de production (UCP) gérées par des cadres communistes selon des critères de rentabilité économique et sont liées financièrement à l'État.

Le Parti communiste prend ainsi le contrôle économique et politique de cette région correspondant à la moitié sud du pays. Mais, alors même que le prolétariat agricole continue à voir la réforme agraire comme une réappropriation des moyens de vie, l'augmentation de la productivité et des rendements agricoles, programmée par les communistes, rencontre une forte résistance. Les ouvriers agricoles ont accepté sans heurts la nationalisation des terres collectivisées, ils ne sont pas pour autant décidés à se soumettre à des critères de rentabilité capitalistes et à se plier à l'augmentation de la productivité du travail par la réduction de la force de travail.

### **L'État contre le «pouvoir populaire»**

L'institutionnalisation de la réforme agraire ne fut pas un cas isolé. De mars à août 1975, le gouvernement de Gonçalves - qui menait une politique dirigiste d'intervention dans l'économie conforme à son orientation communiste - tente de normaliser la situation sociale. Pour répondre aux inquiétudes populaires face au chômage, et sous la pression du Parti communiste qui trouve là un moyen de renforcer son implantation dans l'État, le gouvernement accélère le processus de nationalisation des entreprises. Il réglemente à tout-va, réprime mouvements, actions ou initiatives indépendantes, tout en cherchant un accord avec les forces politiques de la droite, de l'église catholique en particulier. Par le biais des financements, et comme il l'avait fait avec la réforme agraire, l'État étouffe les expériences d'autogestion dans l'industrie. En effet, depuis l'été 1974, et à la suite de l'occupation de nombreuses usines abandonnées par les patrons, un réseau d'entreprises en «*autogestion*» s'était mis sur pied, surtout dans le textile. Ces entreprises continuèrent de fonctionner selon les lois du marché, même s'il y eut des tentatives pour instaurer une plus grande égalité de salaires, la rotation des tâches et mettre en question la hiérarchie. En effet, les travailleuses et travailleurs se limitaient à vendre directement au public les marchandises produites et ne trouvaient de salut que grâce au sur-travail et à l'endettement auprès de l'État. Au-delà d'une expérience limitée d'autogouvernement d'entreprise, et en l'absence d'une rupture avec la logique capitaliste, l'autogestion s'était transformée en auto-exploitation.

En un an, le Parti communiste est passé du stade de groupe clandestin à celui de force politique dominante dans l'État, force sans commune mesure avec son implantation sociale. Dans les administrations publiques et grandes entreprises, dans les ministères, ses militants ou compagnons de route occupent des postes de responsabilité.

Cette ascension rapide et cet appétit de pouvoir cristallisent des peurs anciennes et font naître une nouvelle hostilité. Naturellement, le Parti est rejeté par les secteurs conservateurs de la population soumis à l'emprise des notables, caciques locaux, et de l'Église, qui conspirent ouvertement. Mais son attitude arrogante dans l'appareil d'État et dans les syndicats, ses campagnes productivistes de pur style stalinien et son opposition aux mouvements de grève braquent les travailleurs les plus combattifs. Un nouveau courant s'organise, dit de «*pouvoir populaire*». Revendiquant une alternative à la puissance grandissante du Parti communiste, il est implanté dans les zones urbaines de Lisbonne, Sétubal et Porto, autour de quelques commissions de travailleurs, de commissions d'habitants des quartiers pauvres et de comités de soldats, organisations apparues l'été de 1975. Si les conceptions avant-gardistes du maoïsme dominant, les idées d'un socialisme non autoritaire commencent également à s'exprimer.

En avril 1975, a lieu à Lisbonne le Congrès des conseils révolutionnaires, à l'initiative d'un petit parti qui prône le renforcement des liens horizontaux entre les organisations unitaires de base. Cible des forces réactionnaires qui l'attaquent, le Parti cherche momentanément une alliance avec l'extrême gauche et les organisations du «*pouvoir populaire*», pour se raviser ensuite et se ranger du côté des militaires conservateurs qui préparaient le putsch du 25 novembre 1975. La position de la direction du Parti se veut responsable. En réalité, l'écrasement des courants gauchistes par l'armée ne peut que combler les desseins tactiques des communistes: «*L'attitude ferme du Parti vis-à-vis d'une solution politique et contre des actions aventurières a beaucoup contribué à ce que le soulèvement militaire du 25 novembre 1975 n'ait pas débouché sur les soulèvements de masse que quelques aventuriers pseudo-révolutionnaires voulaient provoquer et qui auraient eu de tragiques conséquences pour le mouvement ouvrier et populaire*». Avec ce recentrage de dernière minute, le Parti communiste négocie sa survie politique dans la nouvelle situation. Dans la langue de bois marxiste-léniniste, «*sauver le mouvement ouvrier et populaire*» signifie sauver l'organisation.

### **L'absence de «double pouvoir»**

Les limites de l'expérience portugaise étaient surtout inhérentes à l'isolement de cette agitation sociale et politique dans une Europe capitaliste qui suivait avec appréhension les événements, craignant une possible contagion à l'Espagne voisine. Or, la transition du régime franquiste vers une démocratie parlementaire se poursuit sans danger pour les forces du capitalisme privé. Et le projet d'un socialisme d'État lusitanien ne pouvait trouver le moindre appui dans un bloc soviétique, à l'époque déjà bien enfoncé dans sa mortelle crise.

Lorsqu'une agitation sociale généralisée s'accompagne de la naissance d'organisations indépendantes, le tout dans un cadre d'affaiblissement du pouvoir d'État, la question du double pouvoir peut se poser. Au Portugal, après la chute de l'ancien régime, quelques corps de l'État - les administrations locales, les organes répressifs - semblent frappés de paralysie. Mais ces institutions ne furent pas démantelées, à l'exception de quelques services trop connotés avec l'ancien régime et finalement superflus à la démocratie parlementaire. Le pouvoir politique était éclaté, fractionné en plusieurs centres parfois en conflit les uns avec les autres. Mais jamais le pouvoir ne fut vacant, et jamais il n'y eut de double pouvoir.

La structure putschiste de l'armée - le Mouvement des forces armées - a tout au long de cette période confuse assuré la continuité de l'État. Le Parti communiste et le Parti socialiste furent cooptés dans l'appareil d'État afin de mieux faire appliquer la loi et l'ordre. Pour bien assumer ce rôle, la gauche a sans cesse joué avec la peur, invoquant les dangers de l'extrémisme, de l'aventurisme et enfin, la menace d'un retour du fascisme.

De leur côté, les travailleurs, qui avaient découvert leur force collective, ne voyaient pas moins dans l'armée et dans la gauche les garants de leurs intérêts. Et les organisations du «*pouvoir populaire*», lorsqu'elles s'affrontèrent au Parti communiste et à l'État, ont toujours cherché un soutien dans une des fractions de l'armée. Comme si chacun attendait des luttes à l'intérieur de l'armée l'issue du combat décisif. Soit on respectait les institutions légitimées par les partis de gauche, soit on respectait la fraction de gauche de l'armée.

## Les derniers feux de l'agitation sociale

Le 25 novembre 1975, un deuxième coup d'État militaire restaure l'autorité centrale de l'État, neutralise les centres du pouvoir de la gauche militaire. La facilité de l'opération prouve que ces forces militaires, qu'on disait aux mains de comités de soldats ainsi que les groupes d'extrême gauche formés à l'activisme et possédant des armes, n'étaient que du bluff.

Les organisations du «*pouvoir populaire*» se révélèrent impuissantes. Les luttes politiques incessantes, les divisions avaient fini par user les militants, vidant ces organisations de toute initiative et d'imagination. Dans un mouvement social essoufflé, les autoproclamées structures de pouvoir militaire révolutionnaire n'étaient plus que des coquilles vides.

Il importe de démêler ce qui au cours de ces deux années fut le produit des pratiques rigides d'avant-gardisme, et ce qui fut le fruit de l'action autonome des luttes, les expériences d'autogouvernement. Les actions directes, les occupations d'usines, la coordination des organisations autonomes, les expropriations de terres et de logements, les tentatives de gestion collective de la production et d'échange de biens, la libération de la parole et de la pensée critique, tout cela rattache la «*révolution des œillets*» aux courants modernes de l'émancipation sociale. Cherchant des réponses aux problèmes du moment, les travailleurs les plus combattifs s'affrontèrent au Parti communiste et comprirent la nécessité de construire un contenu nouveau pour l'idée de socialisme. Le concept nouveau-né au cours de ce mouvement, apartidaire, symbolise bien cette démarche subversive.

L'échec de la «*révolution des œillets*» signifie la victoire de la transition démocratique. La classe dirigeante portugaise va pouvoir liquider les archaïsmes du salazarisme et jeter les bases d'un nouveau cycle d'exploitation du travail. Le Portugal est mûr pour apporter sa pierre à l'édifice européen. Fini les jours où «*la poésie est dans la rue*» pour reprendre l'expression du peintre Vieira da Silva. Désormais ce sera le quotidien de la grisaille et la nausée de la politique insignifiante, avec son cortège de médiocrités, de corruptions, de lâchetés, d'opportunismes et la violence ordinaire des conditions de vie, de travail et de non-travail.

**Charles REEVE**